INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 2 mars 2022**

* Les marchés européens ont rebondi après leur décrochage de mardi, soutenus par les déclarations de Jerome Powell. L’indice CAC 40 a gagné 1,59% à 6 498,02 points tandis que l’EuroStoxx50 s’est adjugé 1,74% à 3 831,39 points. La reprise était également à l’ordre du jour aux Etats-Unis où le Dow Jones gagnait 1,59% vers 17h30.
* Bien évidemment, la guerre en Ukraine est restée au cœur des préoccupations des investisseurs. Si la Russie s'est dite prête à de nouvelles discussions aujourd'hui avec l'Ukraine, elle accentue en même temps sa pression sur les principales villes de l'est du pays en multipliant les bombardements.
* En fin de séance en Europe des déclarations du ministre des Affaires étrangères russes ont cependant apporté un brin d'optimisme. " Moscou est prêt à discuter du désir du président ukrainien Zelensky de recevoir des garanties de sécurité " a déclaré Sergueï Lavrov. Un cessez-le-feu serait en outre discuté lors des pourparlers avec les représentants ukrainiens, a affirmé un négociateur russe.
* Pour autant, l'économie a pris l'ascendant sur la géopolitique. Lors d'une audition devant la commission des services financiers de la Chambre des représentants, le président de la Fed a confirmé sa volonté de resserrer sa politique monétaire en mars. " Nous pensons qu'il sera approprié de relever la fourchette cible du taux des fonds fédéraux lors de notre réunion qui se tiendra plus tard ce mois-ci ", a déclaré Jerome Powell. Ce dernier a souligné que le marché du travail était " extrêmement tendu " et que les " salaires augmentaient à leur rythme le plus rapide depuis de nombreuses années ".
* Preuve de la bonne santé du marché du travail outre-Atlantique, les chiffres de l'enquête ADP ont révélé que le secteur privé américain avait créé 475 000 emplois en février 2022. Le consensus Briefing.com tablait sur la création de 350 000 emplois après la création de 509 000 en janvier 2022 (chiffre révisé de -301 000).
* S'agissant de la guerre en Ukraine, Jerome Powell juge que les conséquences pour l'économie américaine sont très incertaines.
* Les déclarations du président de la Fed et les bons chiffres de l'ADP ont entrainé une forte augmentation du rendement des emprunts d'Etat à 10 ans, qui avait décroché mardi. Progressant de près de 9 points de base, le taux du Bund est repassé en territoire positif pour atteindre 0,018%.
* La Banque du Canada (BoC) a décidé mercredi de procéder à un tour de vis monétaire. L’institution a ainsi relevé son principal taux directeur de 25 points de base pour le porter à 0,50%. Il s’agit du premier relèvement depuis 2018. L’institution cherche ainsi à endiguer une inflation qui a dépassé les 5% en janvier en rythme annuel, un niveau jamais vu depuis 30 ans. « Dans la mesure où la croissance de l'économie se poursuit et où les pressions inflationnistes restent fortes, le Conseil de direction s'attend à ce que les taux d'intérêt doivent encore augmenter », a signalé la BoC.

En fin d'après-midi, le dollar canadien (" loonie ") avance de 0,35 % à 0,7874 dollar américain.

* Les stocks de pétrole américains ont reculé de 2,597 millions de barils au cours de la semaine du 25 février, selon les dernières données de l'EIA, alors que les analystes attendaient une hausse de 2,748 millions. La semaine précédente, ils avaient augmenté de 4,515 millions de barils. Dans le même temps, les réserves d'essence ont reculé de 0,468 millions de barils, soit moins que le repli de 1,375 million attendu du marché.

Par ailleurs, les pays de l'Opep+ ont décidé de maintenir en avril leur stratégie de production en dépit de l'envolée des cours de pétrole provoquée par la guerre en Ukraine. Ils continueront ainsi d'augmenter de 400 000 barils par jours leur production au mois d'avril, comme cela est le cas depuis l'été dernier.

En fin de journée, le baril de Brent progresse de 2,72% à 108,22 dollars, et le WTI est en hausse de 4,99% à 108,58 dollars.

* Le déficit budgétaire de la France s'est réduit à 15,9 milliards d'euros en janvier 2022, contre 21,9 milliards d'euros en janvier 2021. Les dépenses ont reculé de 6,7% à 30,6 milliards, du fait principalement de la baisse des dépenses engagées par le Gouvernement pour répondre à la crise sanitaire et soutenir l’économie (-2,3 milliards pour financer le fonds de solidarité pour les entreprises et -0,3 milliards au titre du dispositif exceptionnel de l’activité partielle). Dans le même temps, les recettes sont passées de 22,3 milliards à 23,3 milliards d'euros.
* Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 5,8% en février 2022, contre 5,1% en janvier selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Il était attendu à 5,4%, selon le consensus Reuters.

**SOCIETES**

* L’ évolution du marché des taux a ressuscité des valeurs financières en difficulté ces derniers jours. BNP Paribas a gagné 2,1% et Crédit Agricole, 1,5%. Les secteurs de l'énergie et du luxe se sont également distingués. En revanche, Thales a perdu 4,9%, victime de prises de bénéfices.
* BioMérieux a sombré mercredi à l'avant-dernière place du SBF 120, avec une chute de 8,68% à 87,56 euros par titre. Le laboratoire a publié ce matin des résultats 2021 plutôt satisfaisants, mais ses perspectives pour 2022 ont largement déçu. En effet, le groupe table sur une baisse de son chiffre d'affaires de 3% à 7% pour le nouvel exercice, alors que le consensus rapporté par Stifel vise plutôt une stabilité. Le résultat opérationnel courant contributif devrait être, lui, compris entre 530 et 610 millions d'euros, à taux de change courant, contre des attentes à 643 millions.

"La croissance des ventes devrait rester solide en microbiologie et en industrie, et forte pour les panels non respiratoires de la gamme BIOFIRE, tandis que la demande liée au Covid devrait se réduire en 2022", explique bioMérieux.

* Sur une place parisienne qui a retrouvé des couleurs, Europcar Mobility Group (-0,79% à 0,50 euro) est allé à contre-courant de la tendance. Le loueur de véhicules a pourtant vu ses comptes revenir dans le vert en 2021, tout en excédant les attentes du marché. L’an dernier, Europcar a ainsi dégagé un bénéfice net de 29 millions d'euros, alors qu’il avait essuyé une perte nette de 644,8 millions en 2020. Le groupe fait au passage mieux que prévu, puisque le consensus FactSet escomptait 28 millions.

Quant au chiffre d'affaires, il s'est élevé à 2,27 milliards d'euros en 2021, soit une hausse de 28% à périmètre et taux de change constants par rapport à 2020.

" Cette excellente performance a été possible grâce aux effets combinés de notre programme d'adaptation des coûts "Reboot", de l'impact positif de notre restructuration financière et des premières livraisons de "Connect", notre feuille de route stratégique ", a expliqué Caroline Parot, la directrice générale d'Europcar Mobility Group.

" À partir du deuxième trimestre, nous avons également été en mesure de tirer efficacement parti de l'appétence "post-confinement" pour les voyages, dans un contexte de volumes de flotte contraints ", a ajouté la dirigeante.

Concernant 2022, Caroline Parot indique que le groupe va globalement privilégier la rentabilité aux volumes, car il anticipe une tension persistante entre l'offre et la demande.

Dans le contexte de volumes toujours limités par la pénurie de véhicules, d'une augmentation de la base de coûts (flotte et inflation globale) et de la difficulté à estimer l'impact global du conflit Ukrainien, le groupe n'est pas en mesure de fournir des perspectives pour 2022 et au-delà.

* Interparfums a gagné 0,93% à 65,30 euros, après avoir publié un bénéfice net part du groupe de 71,1 millions d'euros en 2021. Celui-ci est ressorti en hausse de 40% par rapport à 2019, grâce notamment à des dépenses opérationnelles prudentes au premier semestre et un contrôle rigoureux des coûts fixes. Le bon contrôle des coûts de production et l’augmentation de la contribution de la filiale américaine ont aussi permis à la marge brute d'atteindre un niveau historiquement élevé, supérieur à 65% du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires est lui en hausse de 52,7% sur un an et de 16% sur deux ans, à 560,8 millions d'euros, là aussi un record.

* Korian a bondi de 8,87% à 19,51 euros l'action sur la place de Paris, entraînant dans son sillage ses concurrents Orpea (+6,79%) et LNA Santé (+8,66%). Si l'exploitant de maisons de retraite a été mis en cause mardi soir sur ses pratiques dans l'émission Cash Investigation, de France 2, il a répondu en détail aux accusations et, visiblement, rassuré les investisseurs.

L'enquête de Cash Investigation a notamment abordé les questions touchant aux règles d'hygiène pour les résidents, aux économies réalisées sur les repas, aux objectifs de progression de la marge opérationnelle ou encore à l'utilisation faite des dotations publiques.

Korian a dénoncé des " allégations trompeuses ou inexactes à l'encontre de l'activité maisons de retraite du groupe " et ajouté que " ces allégations sont principalement fondées sur les dires de deux anciens salariés, dont l'un reste anonyme et l'autre ancien directeur d'établissement jusqu'en juin 2016, est aujourd'hui en contentieux avec l'entreprise ".

De plus, l'exploitant d'Ehpad a souligné que " les faits et documents dont ces deux personnes font état dans l'émission se réfèrent tous sans exception, à une période ancienne, antérieure à 2016 ou à 2017, pour les plus récents, soit il y a plus de cinq ans ".

Avant de conclure : " Ils ne correspondent en rien aux méthodes ou à l'organisation actuelle du groupe Korian, profondément remaniée depuis 2016 ".

Malgré le rebond du jour, le scandale provoqué par la publication du livre " Les fossoyeurs : Révélations sur le système qui maltraite nos aînés " a laissé des traces. Depuis le début de l'année, Korian, Orpea et LNA Santé accusent des baisses respectives de 29%, 56% et 29% en Bourse.

* Figurant parmi les plus fortes baisses du marché SRD, Vilmorin a dévissé de 13,83% à 40,20 euros, le semencier ayant lancé hier un profit warning en raison notamment de son exposition à la Russie et l’Ukraine. Sur le dernier exercice, il a réalisé dans ces deux pays un chiffre d’affaires d'environ 130 millions d’euros pour les Semences de Grandes Cultures et d'environ 10 millions d’euros pour les Semences Potagères. L'ensemble du groupe avait généré 1,48 milliard d'euros de revenus. Toutes ses activités sur le territoire ukrainien sont actuellement arrêtées.

Sur l'exercice actuel, le taux de marge opérationnelle courante de Vilmorin est désormais attendu à "au moins 7,5%", contre "au moins 8,5%" précédemment, afin de tenir compte des incertitudes liées à la crise russo-ukrainienne, de l'impact de la hausse du prix des matières premières agricoles et du contexte général inflationniste sur le coût des produits vendus.

Pour la branche Semences Potagères, la société vise une progression proche de 3% du chiffre d'affaires contre au moins 3% précédemment. L'objectif d'au moins 6% de croissance de la branche Semences de Grandes Cultures est confirmé, tout comme celui d'une progression d'au moins 4 % du chiffre d'affaires consolidé.

" Sur le second semestre de l'exercice 2021-2022, l'atteinte de ces objectifs restera pour partie dépendante de l'évolution de la situation en Europe de l'Est et de son impact sur les chaînes d'approvisionnement en semences, ainsi que sur les devises " a prévenu le groupe.

**ANALYSES**

* Le virus du Covid-19 avait porté un premier coup aux règles budgétaires européennes. Les Européens avaient décidé début 2020 de geler le Pacte de stabilité pour permettre aux Etats membres de lutter contre la pandémie sans limite ou contrainte budgétaire. La guerre en Ukraine pourrait justifier que cette suspension du cadre budgétaire qui devait être levée fin 2022, soit prolongée d'une année supplémentaire jusqu'à la fin 2023.

C'est en tout cas ce que la Commission européenne a laissé entendre mercredi. « Compte tenu des incertitudes élevées pour la croissance [liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie], nous allons réexaminer cela au printemps », sur la base des nouvelles prévisions économiques qui seront publiées à la mi-mai, a indiqué le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, à l'issue de sa présentation des orientations de politique budgétaire pour 2023.

« Les événements en Ukraine […] nous plongent dans une situation inédite par bien des aspects. Cela rend difficile, voire impossible, d'en évaluer l'impact économique à ce stade » a-t-il expliqué. Son collègue Paolo Gentiloni, chargé de l'Economie a ajouté que cette guerre « va probablement avoir un impact négatif sur la croissance européenne, à travers ses répercussions sur les marchés financiers, la pression accrue sur les prix de l’énergie, des perturbations prolongées sur les chaînes d'approvisionnement et les effets sur la confiance » des consommateurs et des investisseurs.

La légère révision à la baisse de la croissance de la zone euro à 4% pour cette année, actée le 10 février par Bruxelles sur fond de flambée de l'énergie et de tensions déjà avec la Russie, pourrait se transformer au cours des prochains mois en un ralentissement plus marqué. « Nous faisons face à une guerre », a poursuivi Paolo Gentiloni, repoussant toutefois l'hypothèse d'un « déraillement » de la croissance.

D'ici là, l'exécutif européen va continuer à superviser avec beaucoup de souplesse les comptes publics des Etats membres. Les deux commissaires ont insisté mercredi sur le besoin « d'assurer la soutenabilité de la dette grâce à un ajustement budgétaire progressif ». Ils ont souligné qu'ils ne déclencheraient aucune procédure pour déficit excessif, ni ne contraindraient les pays les plus endettés à réduire drastiquement leur dette.

« Nous n'appliquerons pas la règle qui exige la réduction de la dette d'un vingtième pour les pays dont le ratio d'endettement est supérieur à 60 % du PIB », a déclaré Valdis Dombrovskis. Un sursis qui met à l'abri l'Italie dont la dette atteint 160% du PIB et qui entend accroître massivement, comme l’Allemagne, ses dépenses militaires.

Ces nouvelles décisions d'investissements dans la défense s'ajoutent aux énormes dépenses prévues pour accompagner la transition climatique. Elles constituent une preuve de plus aux yeux de nombreux gouvernements, que les règles du Pacte de stabilité - limitant à 3 % le déficit public des Etats membres et à 60 % le montant de leur dette - ne sont plus viables. L’Allemagne considère qu'investissements et réduction de la dette ne sont pas incompatibles.

Les principes présentés mercredi à Bruxelles dessinent les lignes de force de la Commission dans le débat qui se poursuit autour de la réforme du Pacte de stabilité. Elle insiste sur l'importance d'un « ajustement budgétaire progressif » pour éviter un effondrement de la croissance et sur une différenciation des stratégies budgétaires nationales. Les Etats membres « faiblement endettés » devraient accorder la priorité aux investissements, en particulier pour la transition verte, les autres devant commencer à réduire progressivement leur dette dès 2023, sans pour autant négliger les investissements et les réformes « destinés à soutenir leur potentiel de croissance ».

**L’AGENDA DU 3 mars 2022**

**9h50 en France**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**9h55 en Allemagne**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**10h00 en zone euro**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**11h00 en zone euro**

Taux de chômage en janvier / Prix à la production en janvier

**13h30 en zone euro**

Publication des minutes du dernier de comité de politique monétaire de la BCE

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage / Coût unitaire du travail et productivité au quatrième trimestre

**15h45 aux Etats-Unis**

Indices des directeurs d'achat pour le secteur des services et Composite en février

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat (ISM) pour le secteur des services en février / Commandes à l'industrie en janvier